

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2005;

Op de voordracht van de Minister-Présidente,

Besluit :

Artikel 1. Delegation wordt verleend aan de Minister-Présidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale promotie, voor de beslissingen betreffende de gebouwen voor onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 2 september 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Présidente,

Mevr. M. ARENA

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2005 — 3186

[2005/203174]

23 SEPTEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux services d'accueil téléphonique des enfants

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement de services d'accueil téléphonique des enfants;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 juin 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juin 2005;

Vu l'avis n° 38.607/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 juillet 2005, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 septembre 2005,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Décret : le décret du 12 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement de services d'accueil téléphonique des enfants;

2^o Observatoire : l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse créé par le décret du 12 mai 2004 portant création de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse;

3^o Service : le Service Ecoute-Enfants de la Communauté française agréé conformément à l'article 2 du décret;

4^o Autres services : les services pouvant être subsidiés visés à l'article 6 du décret;

5^o l'O.N.E. : l'Office de la Naissance et de l'Enfance tel que réformé par le décret du 17 juillet 2002;

6^o Comité d'accompagnement : le Comité d'accompagnement visé à l'article 4 du décret;

7^o Ministre : le Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions.

TITRE II. — Les services d'accueil téléphonique

CHAPITRE I^{er}. — L'agrément

Section 1^{re}. — Conditions d'agrément

Art. 2. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 2 du décret, pour être agréé en tant que Service, il faut répondre aux conditions suivantes :

1^o accepter de se soumettre à l'inspection comptable et pédagogique des fonctionnaires délégués à cet effet par le Ministre;

2^o présenter annuellement un bilan comptable;

3^o faire superviser les écoutants par une personne ou un service spécialisés en la matière;

4^o garantir le fait que son numéro d'appel ne figure pas sur les factures et documents adressés aux appelants;

5^o inscrire son mode de travail et sa philosophie dans le cadre de l'intérêt supérieur de l'enfant et des droits fondamentaux qui lui sont reconnus par le droit belge et par le droit international;

6^o respecter le code de déontologie de l'aide à la jeunesse adopté en vertu du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse et le code de pratiques professionnelles du Service;

7^o compléter pour chaque appel un relevé de données qualitatives;

8^o présenter au Comité d'accompagnement, avant le premier mars de chaque année, le plan d'action du Service défini à l'article 3 du décret;

9^o disposer d'un personnel qualifié, de bonne conduite, vie et mœurs et attestant d'une compétence en psychologie de l'enfant et de l'adolescent et satisfaisant aux conditions suivantes :

- respecter le code de déontologie de l'aide à la jeunesse adopté en vertu du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

- respecter le code de pratiques professionnelles du Service;

- être titulaire soit d'un master en psychologie soit d'un baccalauréat d'assistant social, d'assistant en psychologie ou d'éducateur ou pouvoir attester d'une expérience d'au moins deux ans dans un domaine de l'éducation.

10° se conformer à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements des données à caractère personnel et à ses arrêtés d'exécution.

Section 2. — Procédure d'agrément et de renouvellement

Art. 3. La personne morale de droit public, l'association sans but lucratif ou la fondation qui souhaite obtenir un agrément en tant que Service conformément à l'article 2 du décret, introduit une demande d'agrément, auprès du Ministre, par lettre recommandée.

La demande d'agrément contient tous les éléments de nature à établir que la demande rencontre les conditions d'agrément.

Elle comprend, en outre :

1° les noms et adresses, qualifications et expériences, certificats de bonne vie et mœurs, modèle 2, des personnes occupées par le demandeur dans le cadre de la présente demande, y compris les écoutants;

2° un document signé par chaque personne visée au point 1° selon lequel elle s'engage à respecter les règles déontologiques spécifiques au domaine de l'écoute;

3° le plan d'action du Service tel que visé à l'article 3 du décret;

4° les coordonnées du Service;

5° le règlement d'ordre intérieur du Service;

6° les éventuelles autres sources de financement du Service.

Art. 4. Dans les quinze jours de la réception de la demande, le Ministre ou son délégué adresse un accusé de réception au demandeur si la demande est complète et recevable conformément aux articles 3 et 13 du présent arrêté.

Si la demande d'agrément n'est pas complète et recevable, la décision motivée d'irrecevabilité est envoyée au demandeur au plus tard trente jours après la réception de la demande d'agrément en indiquant la raison de l'irrecevabilité.

Le Ministre ou son délégué transmet la demande au Comité d'accompagnement dans les deux mois.

Le Comité d'accompagnement remet son avis au Ministre dans les trois mois de la réception du dossier.

Dans les deux mois de la réception de l'avis, le Ministre statue sur la demande d'agrément du Service.

En cas d'absence d'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Ministre.

Le Ministre ou son délégué communique la décision au demandeur par lettre recommandée.

En cas de refus d'agrément, le demandeur ne peut introduire de nouvelle demande qu'après un délai de douze mois suivant la date de notification du refus.

Les conditions d'introduction d'un recours définies à l'article 7 sont indiquées dans la notification.

Art. 5. Le Service introduit une demande de renouvellement d'agrément auprès du Ministre, par lettre recommandée, au moins six mois avant la date de fin d'agrément. Il joint à cette demande toute pièce actualisant si nécessaire les documents visés à l'article 3 ainsi que les données statistiques relatives à l'activité du Service.

La procédure visée à l'article 4 s'applique par analogie.

Section 3. — Retrait d'agrément

Art. 6. § 1^{er}. Si le Service ne satisfait plus à une ou plusieurs conditions d'agrément ou s'il ne collabore pas à l'exercice du contrôle, le Ministre ou son délégué met en demeure, par lettre recommandée, le Service de se conformer à ces conditions ou aux règles du contrôle, dans un délai de trois mois.

§ 2. Si, dans le délai de trois mois, le Service ne se conforme pas à la mise en demeure, le Ministre entame la procédure de retrait d'agrément. Cette décision de mise en œuvre de la procédure de retrait d'agrément est notifiée par lettre recommandée.

A sa demande, le Service peut demander à être entendu.

§ 3. Après avis du Comité d'accompagnement, la décision du Ministre de retirer l'agrément est notifiée au Service au plus tard six mois après la décision notifiant la mise en œuvre de la procédure de retrait.

La notification de la décision de retrait d'agrément est faite par lettre recommandée. Les conditions d'introduction d'un recours définies à l'article 7 sont indiquées dans la notification.

§ 4. Le Service dont l'agrément est retiré, prend, en accord avec le Ministre ou son délégué, les mesures adéquates pour la poursuite de la gestion des dossiers en cours.

Section 4. — Recours

Art. 7. § 1^{er}. Le Service peut introduire un recours auprès du Gouvernement en cas de refus, de non-renouvellement ou de retrait d'agrément. Le recours n'est pas suspensif.

§ 2. Le Service dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de la décision de refus, de non-renouvellement ou de retrait d'agrément pour introduire un recours motivé par lettre recommandée adressée au Ministre.

Dans son recours, le Service peut expressément demander à être entendu.

§ 3. Le Ministre ou son délégué transmet le recours, dans les quinze jours suivant sa réception, au Comité d'accompagnement.

§ 4. Le Gouvernement statue sur le recours après réception de l'avis du Comité d'accompagnement, ou, si cet avis fait défaut, à l'expiration du délai de trois mois dont dispose le Comité d'accompagnement pour porter l'avis à la connaissance du Gouvernement.

Cet avis doit comprendre l'audition du Service qui en a fait expressément la demande dans son recours.

Si le Comité d'accompagnement n'a pas entendu le Service qui en a fait expressément la demande dans son recours, le Gouvernement doit préalablement entendre le Service avant de statuer sur son recours.

Le Gouvernement peut déléguer au Ministre ou son délégué le soin d'entendre le requérant. Dans ce cas, un procès-verbal d'audition, cosigné par le Ministre ou son délégué et le requérant, est transmis au Gouvernement.

§ 5. La décision motivée du Gouvernement sur le recours est notifiée au Service par le Ministre ou son délégué par lettre recommandée dans les deux mois suivant la réception par le Gouvernement de l'avis du Comité d'accompagnement, ou à l'expiration du délai de trois mois dont dispose le Comité d'accompagnement pour porter l'avis à la connaissance du Gouvernement.

Ce délai ne court pas en juillet et août.

CHAPITRE II — *Subventions*

Art. 8. § 1^{er}. Dans les limites des crédits disponibles, une subvention couvrant des frais de personnel et de fonctionnement est allouée annuellement au Service.

Cette subvention est due par année civile. Elle est liquidée à raison de 30 % avant le 31 mars, 30 % avant le 30 juin, 30 % avant le 30 septembre et le solde avant le 31 décembre.

Cette subvention peut être utilisée pour couvrir des frais relatifs à :

- 1° un coordinateur;
- 2° un assistant ou auxiliaire social;
- 3° un psychologue ou un psychopédagogue.

§ 2. Pour bénéficier d'une subvention, le personnel doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° coordinateur :

a) Soit être âgé d'au moins 23 ans, être porteur du diplôme de bachelier ou du certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur pédagogique ou social, à l'exclusion du diplôme de bibliothécaire-documentaliste, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale et avoir trois ans d'ancienneté;

b) Soit être âgé d'au moins 23 ans et être porteur d'un master ou d'une licence dans le secteur des sciences humaines et sociales, tel que visé au point 1^{er} de l'article 3, § 1^{er}, du décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment avec une orientation pédagogique, sociale ou de santé;

2° assistant social : être porteur du diplôme ou du grade académique de bachelier assistant social ou d'auxiliaire social;

3° psychologue : être porteur d'un master ou d'une licence en psychologie.

§ 3. Dans les limites des crédits disponibles, des subsides ponctuels peuvent être octroyés aux autres services en fonction du projet pédagogique et de la technologie développés par ces services.

Ces services doivent respecter les obligations décrites à l'article 2, 9°, du présent arrêté.

Art. 9. La subvention visée à l'article 8, § 1^{er}, est indexée annuellement, conformément :

1° à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, telle que modifiée;

2° à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, telle que modifiée.

Ces montants sont liés à l'indice-pivot 138,01; le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1^{er} janvier 1990.

TITRE III. — *Le Comité d'accompagnement*

Art. 10. Le Comité d'accompagnement formule, d'initiative ou à la demande du Gouvernement et du Ministre, tout avis, conseil ou proposition sur le plan d'action, l'agrément ou les travaux du Service.

Art. 11. § 1^{er}. Les membres du Comité d'accompagnement sont désignés par le Ministre pour un terme de trois ans renouvelable :

1° trois représentants des Services du Gouvernement de la Communauté française, dont :

- un représentant de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse;
- un représentant de la Direction générale de la Santé;
- un représentant du Service général de la Jeunesse et de l'Education permanente;

2° un représentant de l'O.N.E., sur proposition de l'O.N.E.;

3° un représentant de l'Observatoire, sur proposition de l'Observatoire;

4° un représentant du Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;

5° un représentant du Ministre ayant la Santé dans ses attributions, sur proposition du Ministre compétent;

6° un représentant du Ministre ayant l'Enfance dans ses attributions, sur proposition du Ministre compétent;

7° un représentant du Ministre ayant la Jeunesse dans ses attributions, sur proposition du Ministre compétent;

8° le délégué général aux Droits de l'Enfant;

9° trois personnalités scientifiques spécialisées en pédopsychiatrie.

Dans l'hypothèse où un Ministre a en charge plusieurs des compétences reprises ci-dessus, il désigne un seul représentant au Comité d'accompagnement.

Tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire. Il est remplacé par une personne désignée selon les mêmes conditions pour achever son mandat.

§ 2. Le représentant de l'Observatoire assume la Présidence du Comité d'accompagnement.

La Direction générale de l'Aide à la Jeunesse du Ministère de la Communauté française assume le secrétariat du Comité d'accompagnement.

§ 3. Le Comité d'accompagnement se réunit, au moins une fois par an, sur convocation du président.

Le Comité d'accompagnement se réunit sur demande d'un tiers de ses membres ou à la demande du Ministre.

Lorsque le Comité d'accompagnement est appelé à rendre un avis sur une demande d'agrément, il est convoqué à la demande du Ministre ou son délégué.

La présence d'au moins la moitié des membres est requise pour que le Comité d'accompagnement puisse siéger valablement.

Si le quorum n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois au plus tard dans les quinze jours qui suivent avec le même ordre du jour.

Dans ce dernier cas, le Comité d'accompagnement siège valablement quel que soit le nombre de membres présents.

§ 4. Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de parité des voix, la voix du Président est prépondérante.

§ 5. Dans les deux mois de son installation, le Comité d'accompagnement adopte un règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre.

§ 6. Il est alloué aux membres, à l'exception des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du représentant de l'O.N.E et des représentants des Ministres, un jeton de présence d'un montant de vingt-cinq euros pour chaque réunion de deux heures au moins.

Le Président et les membres du Comité d'accompagnement, à l'exception des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du représentant de l'O.N.E et des représentants des Ministres, ont également droit au remboursement de leurs frais de déplacement, suivant les taux fixés par la réglementation en la matière applicable aux membres du personnel de rang 10 des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Les indemnités et frais de déplacement visés au présent paragraphe sont également alloués aux experts ou intervenants invités à participer aux séances du Comité d'accompagnement.

Art. 12. Le Comité d'accompagnement :

1° veille à la cohérence des objectifs poursuivis et des moyens mis en œuvre en conformité avec le plan d'action du Service;

2° rend un avis sur les demandes, les renouvellements ou les retraits d'agrément;

3° rend un avis sur le programme de formation continue suivi par les écoutants;

4° encourage les synergies entre les différents services concernés par le Décret;

5° analyse les rapports d'activités du service visé à l'article 2, 10° du décret;

6° encourage et mène une réflexion sur la notion de confidentialité ou de tout concept lié à l'écoute ou au recueil de la parole.

TITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 13. Le Service qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était subventionné dans le cadre d'un projet pédagogique similaire à celui visé par le présent arrêté, reste subventionné jusqu'à son agrément sur la base du présent arrêté, pour autant qu'il ait introduit une demande d'agrément sur la base du présent arrêté dans les quatre mois à dater de son entrée en vigueur.

Dans l'hypothèse d'un refus d'agrément, la subvention en cours prend fin à la date du refus d'agrément par le Ministre.

Art. 14. L'article 8 du présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 2006.

Art. 15. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 septembre 2005.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 3186

[2005/203174]

23 SEPTEMBER 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de telefonische onthaaldiensten voor kinderen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 houdende de erkenning en de betoelaging van telefonische onthaaldiensten voor kinderen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 juni 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 juni 2005;

Gelet op het advies nr. 38.607/4 van de Raad van State, gegeven op 13 juli 2005, bij toepassing van artikel 84, 1e lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 september 2005,

Besluit :

TITEL I. — Definities**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Decreet : het decreet van 12 mei 2004 houdende de erkenning en de betoelaging van telefonische onthaaldiensten voor kinderen;

2° Observatorium : het « Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse » ingesteld bij het decreet van 12 mei 2004 houdende de oprichting van het « Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse »;

3° Dienst : de dienst « Ecoute-Enfants » van de Franse Gemeenschap zoals bedoeld in artikel 2 van het decreet;

4° Andere diensten : de in artikel 6 van het decreet bedoelde diensten die gesubsidieerd kunnen worden;

5° O.N.E. : de « Office de la Naissance et de l'Enfance », zoals hervormd bij het decreet van 17 juli 2002;

6° Begeleidingscomité : het Begeleidingscomité bedoeld in artikel 4 van het decreet;

7° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort.

TITEL II. — De telefonische onthaaldiensten**HOOFDSTUK I. — De erkenning****Afdeling 1. — Voorwaarden tot erkenning****Art. 2.** Onverminderd de bepalingen van artikel 2 van het decreet moet er, om als Dienst erkend te worden, aan de volgende voorwaarden voldaan worden :

1° aanvaarden zich te onderwerpen aan de boekhoudkundige en pedagogische inspectie van de ambtenaren die daartoe door de Minister afgevaardigd zijn;

2° jaarlijks een boekhoudkundige balans opmaken;

3° de telefonische hulpverleners laten superviseren door een persoon of een dienst die gespecialiseerd is in het vak;

4° verzekeren dat zijn oproepnummer niet verschijnt op de facturen en documenten die naar de oproepers verstuurd worden;

5° zijn werkwijze en denkwijze in de lijn van het hoger belang van het kind en van de fundamentele rechten die hem bij het Belgische recht en het Internationale recht toegekend zijn, inschrijven;

6° de gedragscode van de hulpverlening aan de jeugd die aangenomen is krachtens het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd en de code voor professionele praktijk van de Dienst naleven;

7° voor elke oproep een lijst opmaken van de kwaliteitsgegevens;

8° aan het begeleidingscomité voor 1 maart van elk jaar het actieplan van de Dienst zoals bepaald in artikel 3 van het decreet voorleggen;

9° over bevoegd personeel beschikken, dat van goed zedelijk gedrag is en dat over de bekwaamheden inzake kinder- en adolescentenpsychologie beschikt en aan de volgende voorwaarden voldoet :

- de gedragscode naleven van de hulpverlening aan de jeugd die aangenomen is krachtens het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

- de code voor professionele praktijk van de Dienst naleven;

- houder zijn van een master in de psychologie of van een bachelor maatschappelijk assistent, psychologisch assistent of opvoeder of minstens twee jaar ervaring hebben in een opvoedingssector.

10° de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en de uitvoerende besluiten naleven.

Afdeling 2. — Erkennings- en vernieuwingsprocedure**Art. 3.** De publiekrechtelijke rechtspersoon, de vereniging zonder winstoogmerk of de stichting die een erkenning wenst te verkrijgen als Dienst overeenkomstig artikel 2 van het decreet, dient per aangetekende brief een aanvraag om erkenning bij de Minister in.

De aanvraag om erkenning bevat alle elementen om aan de voorwaarden tot erkenning te voldoen.

Deze omvat daarenboven :

1° naam en adres, bekwaamheden en ervaring, getuigschrift van goed zedelijk gedrag, model 2, van de personen die bij de aanvraag tewerkgesteld zijn in het kader van deze aanvraag, met inbegrip van de telefonische hulpverleners;

- 2° een document dat door elke in het punt 1° bedoelde persoon ondertekend is, waarmee hij zich ertoe verbindt de gedragsregels die eigen zijn aan het beluisteren na te leven;
- 3° het actieplan van de Dienst zoals bedoeld in artikel 3 van het decreet;
- 4° de gegevens van de Dienst;
- 5° het huishoudelijk reglement van de Dienst;
- 6° de eventuele andere financieringsbronnen van de Dienst.

Art. 4. Binnen de vijftien dagen van de ontvangst van de aanvraag verstuurt de Minister of zijn afgevaardigde een ontvangstbewijs naar de aanvrager als de aanvraag volledig en ontvankelijk is overeenkomstig de artikelen 3 en 13 van dit besluit.

Als de aanvraag om erkenning niet volledig en ontvankelijk is, wordt de gemotiveerde beslissing om onontvankelijkheid ten laatste 30 dagen na ontvangst van de aanvraag om erkenning naar de aanvrager verstuurd met vermelding van de reden voor de onontvankelijkheid.

De Minister of zijn afgevaardigde maakt de aanvraag binnen de twee maanden over naar het Begeleidingscomité.

Het Begeleidingscomité geeft zijn advies aan de Minister binnen de drie maanden van ontvangst van het dossier.

Binnen de twee maanden na ontvangst van het advies beslist de Minister over de aanvraag om erkenning van de Dienst.

Als het advies niet binnen de vastgelegde termijn wordt gegeven, wordt het door de Minister niet in aanmerking genomen.

De Minister of zijn afgevaardigde deelt de beslissing aan de aanvrager per aangetekende brief mee.

Bij weigering van erkenning kan de aanvrager slechts een nieuwe aanvraag indienen na een termijn van twaalf maanden volgend op de datum van kennisgeving van de weigering.

De voorwaarden voor het indienen van het beroep die bepaald zijn in artikel 7 worden in de kennisgeving vermeld.

Art. 5. De Dienst dient een aanvraag om hernieuwing van de erkenning minstens zes maanden voor het einde van de erkenning per aangetekende brief bij de Minister in. Hij voegt bij deze aanvraag elk stuk dat zo nodig de in artikel 3 bedoelde documenten actualiseert alsmede de statistische gegevens met betrekking tot de activiteit van de Dienst.

De in artikel 4 bedoelde procedure wordt bij analogie toegepast.

Afdeling 3. — Intrekking van de erkenning

Art. 6. § 1. Als de Dienst niet meer voldoet aan één of meerdere voorwaarden tot erkenning of als hij de controle niet mee uitvoert, stelt de Minister of zijn afgevaardigde per aangetekende brief de Dienst in gebreke om die voorwaarden of controleregels te volgen binnen een termijn van drie maanden.

§ 2. Als binnen een termijn van drie maanden, de Dienst de ingebrekestelling niet volgt, zet de Minister een procedure in voor de intrekking van de erkenning. Deze beslissing van uitvoering van de procedure van intrekking van de erkenning wordt per aangetekend schrijven bekendgemaakt.

Op zijn aanvraag kan de Dienst vragen om gehoord te worden.

§ 3. Na advies van het Begeleidingscomité wordt de beslissing van de Minister om de erkenning in te trekken ten laatste zes maanden na de beslissing tot toepassing van de intrekkingprocedure aan de Dienst meegedeeld.

De kennisgeving van de beslissing om intrekking van de erkenning wordt per aangetekende brief meegedeeld. De voorwaarden tot het indienen van een beroep bepaald in artikel 7 worden in de kennisgeving vermeld.

§ 4. De Dienst waarvan de erkenning ingetrokken is neemt in overleg met de Minister of zijn afgevaardigde de aangepaste maatregelen voor de opvolging van het beheer van de lopende dossiers.

Afdeling 4. — Beroepen

Art. 7. § 1. De Dienst kan een beroep indienen bij de Regering bij weigering, niet-hernieuwing of intrekking van de erkenning. Het beroep is niet opschortend.

§ 2. De Dienst beschikt over een termijn van één maand vanaf de datum van ontvangst van de beslissing om weigering, niet-hernieuwing of intrekking van de erkenning om een gemotiveerd beroep per aangetekende brief naar de Minister te sturen.

In zijn beroep kan de Dienst uitdrukkelijk vragen om gehoord te worden.

§ 3. De Minister of zijn afgevaardigde maakt binnen de vijftien dagen volgend op zijn ontvangst, het beroep over aan het Begeleidingscomité.

§ 4. De Regering beslist over het beroep na ontvangst van het advies van het Begeleidingscomité of, als dat advies ontbreekt, bij het einde van de termijn van drie maanden waarover het Begeleidingscomité beschikt om het advies aan de Regering mee te delen.

Dat advies moet het verhoor van de Dienst begrijpen dat er uitdrukkelijk om vraagt in zijn beroep.

Als het Begeleidingscomité de Dienst die er uitdrukkelijk om gevraagd heeft in zijn beroep, niet gehoord heeft, moet de Regering voorafgaandelijk de Dienst horen vooraleer over zijn beroep te beslissen.

De Regering kan de Minister of zijn afgevaardigde machtigen om de aanvrager de horen.

In dit geval wordt een proces-verbaal van gehoorzitting, medegetekend door de Minister of zijn afgevaardigde en de eiser, aan de Regering overgemaakt.

§ 5. De gemotiveerde beslissing van de Regering over het beroep wordt per aangetekende brief door de Minister of zijn afgevaardigde aan de Dienst meegedeeld binnen de twee maanden volgend op de ontvangst door de Regering van het advies van het Begeleidingscomité of op het einde van de termijn van drie maanden waarover het Begeleidingscomité beschikt om het advies aan de Regering mee te delen.

Deze termijn geldt niet in juli en augustus.

HOOFDSTUK II. — *Subsidies*

Art. 8. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt een subsidie aan de Dienst jaarlijks toegekend die personeels- en werkingskosten dekt.

Deze subsidie is per kalenderjaar verschuldigd. Zij wordt tegen 30 % uitbetaald voor 31 maart, 30 % voor 30 juni, 30 % voor 30 september en het saldo voor 31 december.

Deze subsidie kan gebruikt worden om kosten te dekken die betrekking hebben op :

- 1° een coördinator;
- 2° een maatschappelijk assistent of hulpverlener;
- 3° een psycholoog of psychopedagoog.

§ 2. Om een subsidie te kunnen genieten, moet het personeel aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° coördinator :

a) Hetzij minstens 23 jaar oud zijn, houder zijn van een diploma van bachelor of van een studiegetuigschrift van het pedagogisch of sociaal hoger onderwijs, met uitzondering van het diploma van bibliothecaris-documentalist, minstens van het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie en drie jaar anciënniteit hebben;

b) Hetzij 23 jaar oud zijn en houder zijn van een master of van een licentiaat in de sector van de mens- of sociale wetenschappen, zoals bedoeld in punt 1 van artikel 3, § 1, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid met een pedagogische, sociale of gezondheidsoriëntering;

2° maatschappelijk assistent : houder zijn van het diploma of de academische graad van bachelor maatschappelijk assistent of maatschappelijk hulpverlener;

3° psycholoog : houder zijn van een master of een licentiaat in de psychologie.

§ 3. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kunnen tijdelijke subsidies toegekend worden aan de andere diensten in functie van het pedagogisch project en de technologie die door deze diensten ontwikkeld worden.

Deze diensten moeten de in artikel 2, 9°, van dit besluit beschreven verplichtingen naleven.

Art. 9. De subsidie bedoeld in artikel 8, § 1, wordt jaarlijks geïndexeerd, overeenkomstig :

1° de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, zoals gewijzigd;

2° de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, zoals gewijzigd.

Die bedragen worden gekoppeld aan de spilindex 138,01; de indexeringscoëfficiënt 1,0000 stemt overeen met de bedragen geïndexeerd op 1 januari 1990.

TITEL III. — *Het Begeleidingscomité*

Art. 10. Het Begeleidingscomité formuleert op initiatief of op aanvraag van de Regering en van de Minister, elk advies of voorstel over het actieplan, de erkenning of de werkzaamheden van de Dienst.

Art. 11. § 1. De leden van het Begeleidingscomité worden door de Minister aangesteld voor een hernieuwbare termijn van drie jaar :

1° drie vertegenwoordigers van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, waaronder :

- een vertegenwoordiger van de Algemene directie Hulpverlening aan de Jeugd;
- een vertegenwoordiger van de Algemene directie Gezondheid;
- een vertegenwoordiger van de Algemene dienst Jeugd en Permanente opvoeding;

2° een vertegenwoordiger van de « O.N.E. », op de voordracht van de « O.N.E. »;

3° een vertegenwoordiger van het Observatorium, op de voordracht van het Observatorium;

4° een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort;

5° een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, op de voordracht van de bevoegde Minister;

6° een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid het Kinderwelzijn behoort, op de voordracht van de bevoegde Minister;

7° een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid de Jeugd behoort, op de voordracht van de bevoegde Minister;

8° de Algemeen afgevaardigde voor de Rechten van het Kind;

9° drie wetenschappelijke persoonlijkheden gespecialiseerd in de pedopsychiatrie.

Ingeval een Minister meerdere van de hierboven beschreven bevoegdheden bekleedt, stelt hij één enkele vertegenwoordiger op het Begeleidingscomité.

Elk lid dat de hoedanigheid verliest krachtens welke het aangesteld werd, wordt als ontslagnemend beschouwd. Het lid wordt door een persoon vervangen die aangesteld is onder dezelfde voorwaarden om zijn mandaat te beëindigen.

§ 2. De vertegenwoordiger van het Observatorium neemt het Voorzitterschap van het Begeleidingscomité waar.

De Algemene directie Hulpverlening aan de Jeugd van het Ministerie van de Franse Gemeenschap neemt het Secretariaat van het Begeleidingscomité waar.

§ 3. Het Begeleidingscomité wordt minstens een keer per jaar door de voorzitter bijeengeroepen.

Het Begeleidingscomité vergadert op de aanvraag van een derde van zijn leden of op de aanvraag van de Minister.

Wanneer het Begeleidingscomité verzocht wordt om advies te geven over een aanvraag om erkenning wordt het bijeengeroepen op de aanvraag van de Minister of van zijn afgevaardigde.

De aanwezigheid van minstens de helft van de leden is vereist opdat het Begeleidingscomité geldig zou kunnen zetelen.

Als het quorum niet bereikt is, worden de leden ten laatste binnen de vijftien dagen die volgen met dezelfde agenda opnieuw opgeroepen.

In dat laatste geval zetelt het Begeleidingscomité geldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 4. De beslissingen worden genomen met de gewone meerderheid aan stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter beslissend.

§ 5. Binnen de twee maanden van zijn oprichting neemt het Begeleidingscomité een huishoudelijk reglement aan en werpt het aan de goedkeuring van de Minister onder.

§ 6. Het kent aan de leden, met uitzondering van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de vertegenwoordiger van de O.N.E. en van de vertegenwoordigers van de Ministers, presentiegeld toe ten bedrage van vijftientwintig euro voor elke vergadering van minstens twee uur.

De Voorzitter en de leden van het Begeleidingscomité, met uitzondering van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de vertegenwoordiger van de O.N.E. en van de vertegenwoordigers van de Ministers, hebben eveneens recht op de terugbetaling van hun reiskosten, volgens de tarieven vastgelegd bij de terzake geldende reglementering van toepassing op de personeelsleden van rang 10 van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De in deze paragraaf bedoelde vergoedingen en reiskosten worden eveneens toegekend aan de deskundigen of optredende personen die uitgenodigd worden om deel te nemen aan de vergaderingen van het Begeleidingscomité.

Art. 12. Het Begeleidingscomité :

1° zorgt voor de samenhang van de vooropgestelde doelstellingen en de gebruikte middelen overeenkomstig het actieplan van de Dienst;

2° geeft advies over de aanvragen, de hernieuwingen of intrekkingen van erkenning;

3° geeft advies over het programma voor voortgezette vorming gevolgd door de telefonische hulpverleners;

4° bevordert de synergieën tussen de verschillende diensten bedoeld bij het decreet;

5° onderzoekt de activiteitenverslagen van de dienst zoals bedoeld in artikel 2, 10°, van het decreet;

6° bevordert en voert een bezinning over het begrip vertrouwelijkheid of over elk ander begrip in verband met het luisteren of het opnemen van een bericht.

TITEL IV. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 13. De Dienst die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit gesubsidieerd was in het kader van een pedagogisch project dat gelijkt op dat bedoeld bij dit besluit blijft gesubsidieerd tot bij zijn erkenning op basis van dit besluit, voor zover hij een aanvraag om erkenning ingediend heeft op basis van dit besluit binnen de vier maanden vanaf zijn inwerkingtreding.

Bij weigering van een erkenning eindigt de lopende subsidie op de datum van de weigering van de erkenning door de Minister.

Art. 14. Artikel 8 van dit besluit treedt in werking op 1 januari 2006.

Art. 15. De Minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 september 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK